

# **Grève des femmes pour un féminisme pour les 99 pour cent !**

vendredi 16 mars 2018, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 1er février 2018).

**L'année dernière, le 8 mars, nous les femmes, dans toute notre diversité, nous avons marché, arrêté le travail et envahi les rues de cinquante pays à travers le monde. Aux États-Unis dans toutes les grandes villes et dans d'innombrables petites, nous nous sommes rassemblées, nous avons manifesté et laissé la vaisselle aux hommes. Nous avons fermé trois districts scolaires pour prouver au monde, une fois encore, que puisque nous sommes les piliers de la société nous avons aussi le moyen de l'arrêter.**

C'est à nouveau le 8 mars, et pour nous les femmes les choses ont encore empiré dans ce pays.

Au cours de la première année de l'administration Trump, nous avons non seulement été la cible d'injures verbales et de menaces misogynes dans des déclarations officielles, mais son régime a mis en place des politiques institutionnelles qui sont des attaques continues contre nous.

Les lois sur les réductions d'impôts et sur les emplois éliminent les mesures qui profitaient aux travailleurs et travailleuses à bas salaires, dont la grande majorité sont des femmes. Trump a des plans pour détruire Medicaid [1] et Medicare [2] - les deux seuls programmes dans ce paysage néolibéral soutenant encore les personnes âgées et les pauvres, les malades et les handicapés, le planning familial et les enfants, et donc les femmes qui font la majeure partie du travail de soins. Et tandis qu'une loi refuse les soins de santé aux enfants des immigrés, elle introduit une épargne pour les études des « enfants à naître », une manière effrayante d'établir par décret « les droits » de « l'enfant à naître » ce qui est une agression contre notre droit fondamental de décider de notre propre corps.

Mais nous n'avons pas dit notre dernier mot, la fin de l'histoire n'est pas écrite.

Face à ces multiples fronts de la guerre qui nous est déclarée, nous n'avons pas reculé. Nous nous sommes défendues.

Lorsqu'à l'automne dernier des femmes disposant d'une visibilité publique et d'un accès aux médias internationaux ont décidé de rompre le silence sur le harcèlement et la violence sexuelle, les vannes se sont finalement ouvertes et un flot de dénonciations publiques a inondé le web. Les campagnes #MeToo, #UsToo et #TimesUp ont rendu visible ce que la plupart des femmes savaient déjà : que ce soit au travail ou à la maison, dans la rue ou dans les champs, dans les prisons ou dans les centres de détention des migrants, la violence de genre et ses répercussions racistes différenciées hante la vie quotidienne des femmes.

Ce qui est également devenu clair, c'est que ce silence public sur ce que nous avons toujours connu, enduré et combattu, n'est pas simplement le résultat de nos peurs ou de notre honte d'en parler : ce silence est imposé. Il est imposé par les lois adoptées par le Congrès qui obligent les femmes à passer près d'un an en consultations obligatoires et médiations, si elles osent déposer une plainte officielle. Il dépend du système de justice criminelle qui bloque systématiquement les plaintes des

femmes en ajoutant des couches supplémentaires d'intimidation et de violence. Sur les campus universitaires, des administrateurs trouvent d'astucieux moyens « légaux » pour protéger l'institution et l'agresseur tout en jetant les femmes en pâture aux loups. Sans parler des fondements racistes de ces procédures juridiques.

#MeToo, #UsToo et #TimesUp ont non seulement dénoncé des individus violeurs et misogynes, cela a déchiré le voile qui cache les institutions et les structures qui leur permettent de faire cela.

La violence sexiste racialisée est internationale, comme doit l'être la campagne contre elle. L'impérialisme, le militarisme et le colonialisme étatsuniens favorisent la misogynie à travers le monde. Ce n'est pas une coïncidence si Harvey Weinstein, au cours des longues années durant lesquelles il tentait de faire taire et de terroriser les femmes, utilisait la firme de sécurité Black Cube, composée d'anciens agents du Mossad et d'autres agences de renseignement israéliennes. Nous savons que cet État, qui envoie de l'argent à Israël pour brutaliser la palestinienne Ahd Tamimi [3] et sa famille, finance également les prisons dans lesquelles des femmes afro-américaines comme Sandra Bland [4] et d'autres sont mortes.

La majorité d'entre nous ne parle pas de ces agressions parce que sur notre lieu de travail nous manquons de droits collectifs.

Alors, le 8 mars nous nous mettrons en grève contre la violence de genre : contre les hommes qui commettent les violences et contre le système qui les protège.

Nous croyons que ce n'est pas un hasard si ce sont nos sœurs socialement mieux placées qui ont rendu visible ce que nous savions toutes. Elles avaient plus de capacité pour le faire que notre sœur mal payée, si souvent de couleur, qui nettoie les chambres dans un hôtel très chic de Chicago ou celle qui cueille des fruits dans les champs californiens.

La grande majorité d'entre nous ne parle pas parce que sur nos lieux de travail nous manquons de pouvoir collectif et qu'en plus on nous refuse des aides sociales, tels les soins de santé gratuits. L'emploi, même avec le bas salaire, les managers et patrons abusifs, les longues heures, devient la seule chose que nous craignons de perdre car c'est notre seul moyen de fournir la nourriture à nos familles et de soigner nos malades et nos infirmes.

Nous ne voulons pas nous taire. C'est le capitalisme qui nous oblige à nous taire.

Alors, le 8 mars nous allons crier, personnellement, contre les individus abuseurs qui ont essayé de ruiner nos vies, et nous allons crier, collectivement, contre l'insécurité économique qui nous empêche de parler.

Nous allons faire grève parce que nous voulons dénoncer ceux qui nous abusent. Et nous allons faire grève, parce que nous avons besoin de protection sociale et d'emplois rémunérés dignement pour nourrir nos familles, ainsi que du droit de nous syndiquer pour ne pas être licenciées lorsque nous résistons à leurs abus.

Alors, le 8 mars nous allons faire grève contre l'incarcération massive, la violence policière et les contrôles aux frontières, contre la suprématie blanche et contre les tambours des guerres impérialistes étatsuniennes, contre la pauvreté et la violence structurelle cachée qui ferme nos écoles et nos hôpitaux, empoisonne notre eau et nous dénie la justice reproductive.

Et nous ferons la grève pour le droit du travail, l'égalité des droits pour tous les immigrés, l'égalité des salaires et des salaires décents, parce que la violence sexuelle sur les lieux de travail ne peut se développer que parce que nous n'avons pas ces moyens de défense collective.

Le 8 mars sera un jour du féminisme pour les 99 % : une journée de mobilisation des femmes noires et de couleur, des cis et des bi, des ouvrières lesbiennes et trans, des pauvres et des mal payées, de toutes celles qui prennent soin gratuitement de leurs proches, des travailleuses du sexe et des migrantes.

Le 8 mars #WeStrike (nous faisons grève).

---

## Inprecor

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

---

## P.-S.

\* Signé par Linda Alcoff, Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya, Rosa Clemente, Angela Davis, Zillah Eisenstein, Liza Featherstone, Nancy Fraser, Barbara Smith, Keeanga-Yamahtta Taylor, cet appel a d'abord été publié le 27 janvier 2018 par The Guardian : <https://www.theguardian.com> (Traduit de l'anglais par JM).

Inprecor

<http://www.inprecor.fr/article-Femmes-Gr%C3%A8ve%20des%20femmes%20pour%20un%20f%C3%A9minisme%20pour%20les%2099%C2%A0pour%20cent%20!%3Fid=2105>

---

## Notes

[1] Medicaid est un programme qui a pour but de fournir une assurance maladie aux individus et aux familles à faibles ressources.

[2] Medicare est le système d'assurance santé géré par le gouvernement fédéral des États-Unis au bénéfice des personnes de plus de 65 ans ou répondant à certains critères.

[3] Ahed Tamimi est une adolescente palestinienne arrêtée par l'Armée israélienne le 19 décembre 2017 pour avoir bousculé et giflé un militaire israélien en marge de la manifestation du 15 décembre contre la décision étatsunienne de reconnaître Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël, après que son cousin de 15 ans eut été blessé par une balle en caoutchouc. Son procès devant un tribunal militaire a débuté le 13 février 2018 et l'audience suivante aura lieu le 11 mars, à huis clos. Elle est toujours emprisonnée et risque jusqu'à 7 ans de prison.

[4] Arrêtée et emprisonnée le 10 juillet 2015 pour n'avoir pas mis son clignotant, Sandra Bland, femme noire de 28 ans, a été retrouvée morte dans la prison le 13 juillet, étouffée par un sac en plastique. Sa famille a porté plainte pour meurtre, des centaines de milliers de personnes ont signé la pétition réclamant une enquête et des manifestations massives ont eu lieu. Cette mort est devenue un des symboles du racisme des institutions étatsuniennes.